

● (1125)

Je vois bien où le député veut en venir avec sa question, mais permettez-moi d'apporter un argument majeur auquel son chef va souscrire. Notre pays ne peut pas éluder le problème du déficit. Nous ne pouvons pas éluder le problème de la dette qui prolifère. Nous sommes sur un seuil. C'est une chose très dangereuse qui nous menace. Si nous nous laissons entraîner, les pertes d'emplois, le borbier économique et financier dans lequel nous allons nous trouver dans cinq ans vont être beaucoup plus graves qu'aujourd'hui. Voilà pourquoi nous prenons les mesures que j'ai annoncées dans mon exposé de jeudi dernier.

#### LES DONNÉES STATISTIQUES DU MINISTÈRE

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Maintenant qu'Infometrica a confirmé que, comme l'a déclaré le chef de mon parti il y a plus d'une semaine, la déclaration économique du gouvernement entraînera une perte nette de 50,000 emplois, le ministre est-il prêt à fournir à la Chambre des communes et au public canadien les renseignements statistiques qu'il a reçus de ses adjoints du ministère et à dire exactement combien d'emplois son gouvernement est prêt à risquer pour parvenir à l'utopie économique que nous pourrions, selon lui, connaître à un moment donné?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, nous n'essayons pas de créer une utopie économique. Nous essayons de nous tirer du très mauvais pas où se trouvent l'ensemble du Canada et le gouvernement. Nous prenons les mesures que nous jugeons nécessaires. Le député a vu les résultats du modèle Infometrica. Je suis certain que d'autres systèmes donneront des chiffres un peu moins élevés. Il y en aura peut-être d'autres qui seront encore plus élevés. Le député doit cependant tenir compte des raisons profondes des mesures que nous avons prises jeudi dernier.

#### ON DEMANDE DE PUBLIER LES RENSEIGNEMENTS

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire est très simple. Le ministre pourra certainement y répondre. Il possède des renseignements statistiques que lui ont fournis ses adjoints et selon lesquels le programme économique que le gouvernement a décidé d'instaurer entraînera une perte d'emplois. Le ministre donnera-t-il à la Chambre les renseignements qui lui ont été fournis pour que le public canadien puisse décider s'il est prêt ou non à assumer de tels risques pour atteindre les objectifs du gouvernement?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai déjà dit et je répète au député que ces renseignements m'ont été fournis dans le cadre d'une recommandation globale relative à la politique économique. Je ne pense pas que ce soit approprié pour les ministres de la Couronne de fournir publiquement aux députés et au grand public des renseignements qui font partie d'un ensemble d'options en matière

#### Questions orales

de lignes de conduite. Voilà pourquoi je ne fournis pas ces renseignements.

\* \* \*

### LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

#### LES DÉCLARATIONS ATTRIBUÉES AU SECRÉTAIRE PARLEMENTAIRE

**L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. Je tiens d'abord à le féliciter pour son élection et pour sa nouvelle nomination. Je lui offre donc mes meilleurs vœux, avec les réserves qui s'imposent cependant. A cet égard, je me demande s'il a lu les manchettes du *Globe and Mail* de ce matin, et notamment les propos suivants que l'on prête à son secrétaire parlementaire:

Le gouvernement conservateur abandonne l'implantation obligatoire du système métrique au Canada . . .

Et par la suite:

Assurément, c'est ce qui va se passer aussi vrai que je suis en train de vous parler.

Le député s'adressait à M<sup>lle</sup> Barbara Yaffe. L'article poursuit ainsi:

Pendant une génération encore, les consommateurs pourront être servis en mesures impériales.

Le ministre a-t-il lu cet article, son secrétaire parlait-il au nom du gouvernement et du ministre? Peut-il aussi confirmer que c'est bien la politique que le gouvernement a arrêtée et que ce dernier n'appuiera plus l'implantation du système métrique?

[Français]

**L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur le Président, je dirai à l'honorable député que c'est la responsabilité du ministère de recevoir tous les commentaires et de faire toutes les consultations nécessaires relativement à la conversion au système métrique. C'est ce que nous sommes en train de faire actuellement, et dès que ces consultations seront terminées, nous aurons l'occasion d'émettre une politique définitive du gouvernement à ce sujet.

\* \* \*

● (1130)

[Traduction]

### LA CONSOMMATION

#### L'ASSOCIATION DES CONSOMMATEURS DU CANADA—LES DÉCLARATIONS ATTRIBUÉES AU SECRÉTAIRE PARLEMENTAIRE

**L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador):** Monsieur le Président, j'ai demandé si, oui ou non, le secrétaire parlementaire parlait au nom du gouvernement. La réponse à la question est non. De toute évidence, le secrétaire parlementaire parlait en son nom personnel.

Chose non moins sérieuse sinon plus grave encore, toujours selon le même article, le secrétaire parlementaire aurait aussi affirmé: